

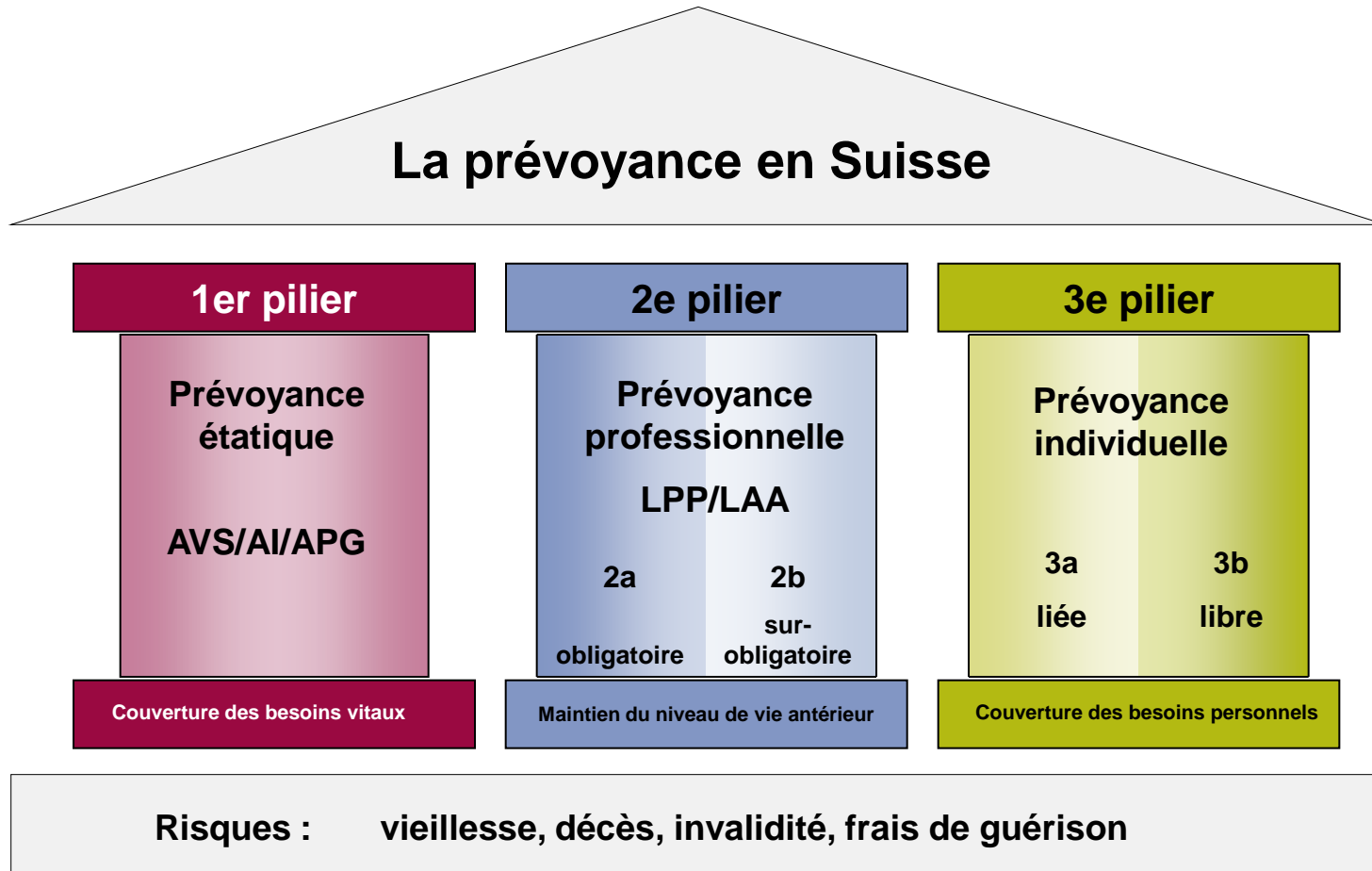
Assurance du 2^{ème} pilier : des solutions pour les Startup



Maladie perte de gain



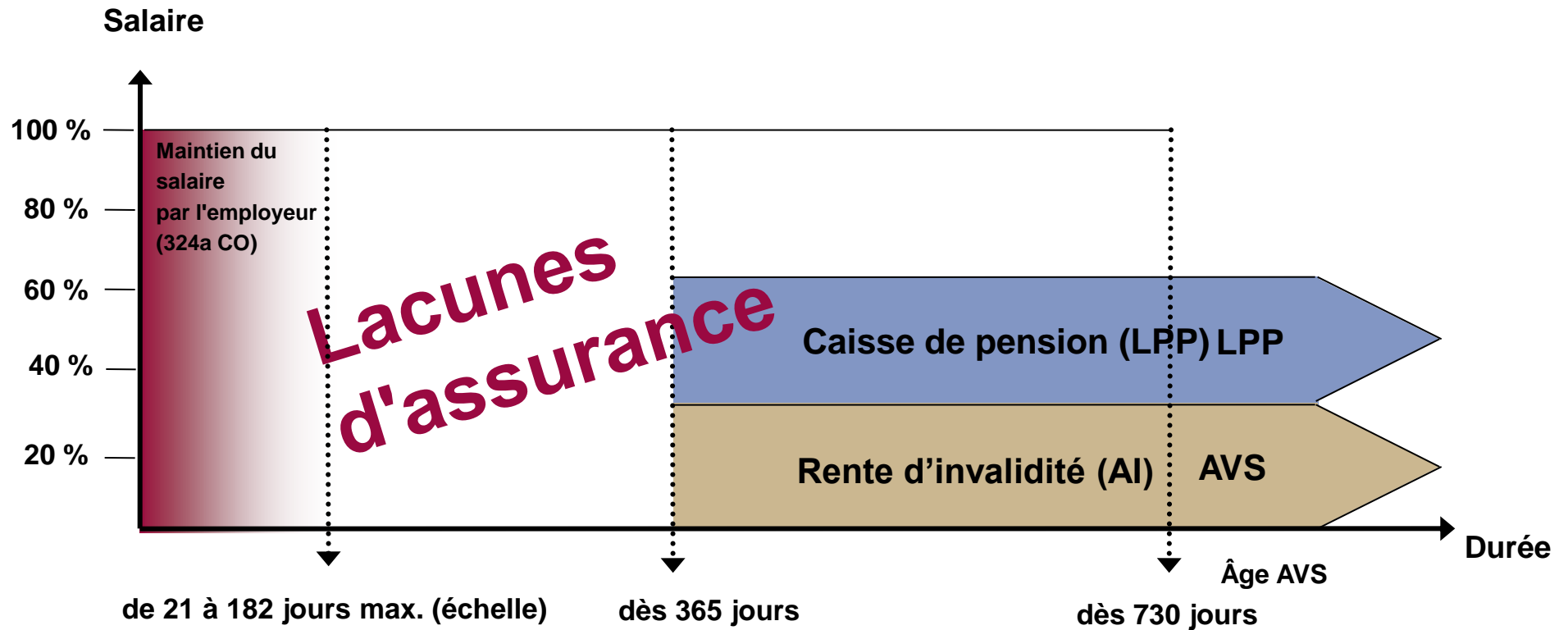
Principe des 3 piliers



Maintien du salaire selon l'art. 324 CO

- Une incapacité de travail consécutive à une maladie, une grossesse ou un accident peut avoir de lourdes conséquences financières pour l'employeur et les employés.
- Les employés sont obligatoirement assurés contre les accidents conformément à la loi sur l'assurance-accidents (LAA). **Ils n'ont pas l'obligation de contracter une assurance d'indemnités journalières.**
- Conformément au Code des obligations (art. 324 CO), le salaire d'un employé en arrêt de travail est maintenu.
- L'employeur est par conséquent tenu par la loi de continuer à verser le salaire au collaborateur pour une durée limitée.
- La durée du versement du salaire dépend du nombre d'années de service.

Lacunes d'assurance par rapport aux dispositions légales

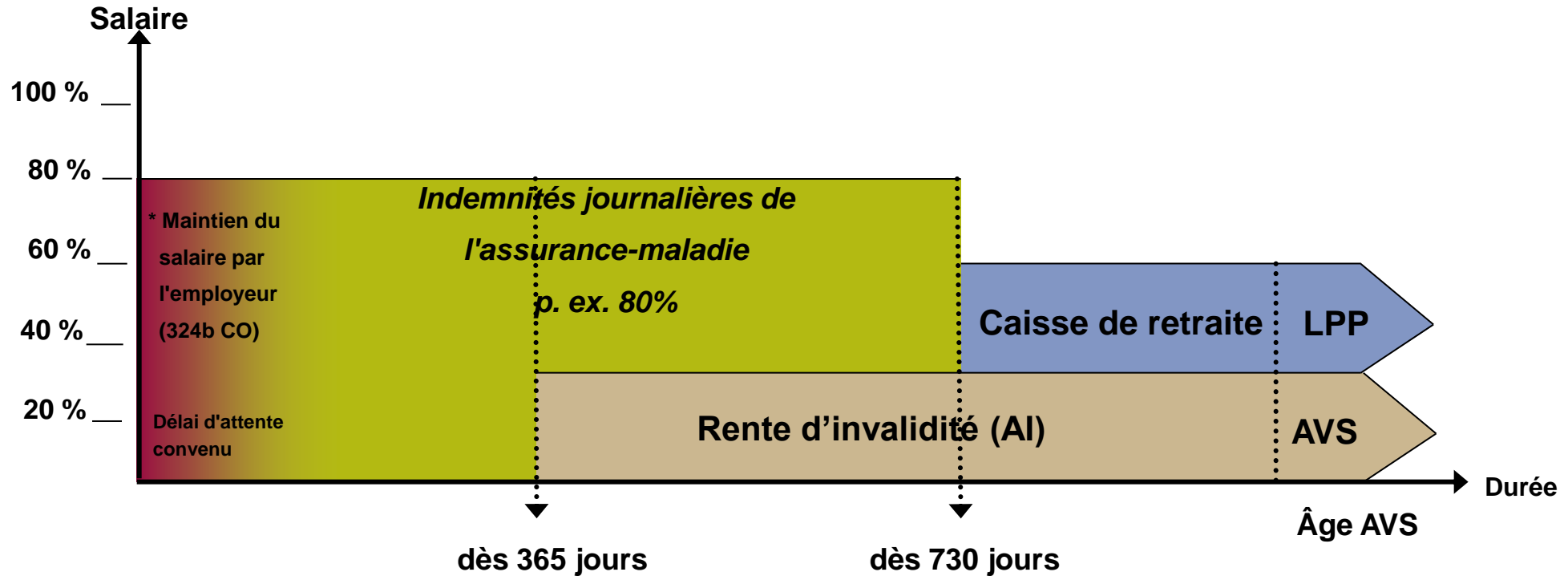


Objet et but de l'assurance d'indemnités journalières

L'employeur peut s'acquitter de son obligation légale de poursuivre le versement du salaire par le biais d'une **assurance d'indemnités journalières maladie (IJM)**.

- Il conclut un contrat collectif pour son personnel, dans lequel sont définies les prestations (montant et durée de versement de l'indemnité journalière) ainsi que d'autres conditions contractuelles.
- La conclusion de cette assurance d'indemnités journalières est facultative, sauf si elle est mentionnée dans la convention collective de travail.

Répercussions avec une assurance d'indemnités journalières selon la LCA



- * Conformément à l'article 324b CO, les quatre cinquièmes du salaire doivent être versés pendant le délai d'attente convenu pour l'assurance d'indemnités journalières (couverture min. 80%). Il doit également être tenu compte des dispositions divergentes provenant de la convention collective de travail.

Cercle des personnes assurées

- **Les employés** sont assurés lorsqu'il existe un rapport de travail entre eux et l'employeur, l'admission a lieu sans examen de l'état de santé
- **Les indépendants, les propriétaires d'entreprise**, ainsi que les **membres de leur famille** qui ne sont pas déclarés en tant que salariés auprès de l'AVS ne sont assurés que s'ils sont désignés nominalement dans la police avec une somme salariale fixe, l'admission a lieu avec examen de l'état de santé

Obligation de maintien du salaire

Objet de l'assurance indemnités journalières

- Les conséquences matérielles d'une maladie ou d'un accident peuvent être considérables pour l'employeur et les travailleurs.
- L'évident besoin de sécurité financière a été pris en compte à travers les accords scellés dans les conventions collectives de travail et a été également pris en considération par le législateur en différentes occasions.

Risques assurables

- Maladie
- Indemnité de maternité (n'est pas assurable pour assurées avec salaire fixe)
- Accident (seulement masses salariales fixes et uniquement avec les indemnités journalières maladie)

LAA et LAA complémentaire



Assurance-accidents obligatoire

- L'**assurance-accidents obligatoire** est une assurance de personnes qui couvre les conséquences économiques d'accidents professionnels, d'accidents non professionnels et de maladies professionnelles. Elle offre des prestations optimales destinées à réparer les dommages subis par l'assuré suite à un accident ou à une maladie professionnelle.
- **Cette assurance sociale est obligatoire depuis 1984 pour tous les salariés.** Elle est gérée par la SUVA ou des assureurs privés autorisés (assurance-accidents Helsana).
- **Toute personne employée** en Suisse est assurée contre les conséquences d'accidents et de maladies professionnels.
- Les assurés LAA peuvent ainsi suspendre la couverture accidents de leur assurance-maladie.

Personnes soumises à l'assurance obligatoire (art. 1a et 2 LAA)

- Tous les travailleurs occupés en Suisse
CO Art. 319 *"Par le contrat de travail, le travailleur s'engage à travailler au service de l'employeur et celui-ci à lui payer un salaire fixe".*
- Travailleurs à domicile
- Apprentis (personnes en stage pratique d'information) et stagiaires/volontaires
- Travailleurs détachés à l'étranger. Si la durée du séjour à l'étranger est supérieure à deux ans, la couverture d'assurance peut être prolongée jusqu'à six ans au maximum
- Personnes travaillant dans des écoles de métiers ou des ateliers protégés
- Personnes sans travail qui ont droit à une indemnité de chômage (assureur compétent = Suva)
- Personnes appartenant à une communauté religieuse

Personnes non soumises à l'assurance obligatoire (art. 2 et 3 OLAA)

- Personnes exerçant une activité lucrative indépendante
- Membres de la famille qui collaborent à l'entreprise (qui ne touchent pas de salaire AVS)
 - peuvent adhérer à l'assurance facultative selon la LAA (art. 4 LAA)
- Personnes sans activité lucrative
- Exploitants agricoles de condition indépendante
- Ménagères
- Agents de la Confédération soumis à l'assurance militaire
- Personnel des représentations diplomatiques étrangères

Secteurs soumis à la SUVA (art. 73 à 89 OLAA)

Les secteurs les plus importants de:

- industrie
- arts et métiers
- transport et approvisionnement
- etc.



Industrie



**Administration fédérale
+ entreprises de
la Confédération**



**Écoles de métiers +
ateliers protégés**



**Administrations
publiques**



**Prêt de
personnel**

- Usines et ateliers
ainsi qu'écoles de métiers et ateliers protégés
- Entreprises de l'industrie du bâtiment,
d'installations
 - Entreprises de communications et de
transports
 - Scieries, exploitations
forestières
 - Chemins de fer et La Poste
 - Administrations publiques
 - Entreprises de travail temporaire
- Administration fédérale et entreprises de la
Confédération
- Alimentation en électricité, gaz et eau

env. 2/3 des employés et 1/3 des entreprises sont assurés auprès de la SUVA

Secteurs non soumis à la SUVA (art. 68 LAA)

Les entreprises qui ne sont pas soumises à l'art. 66 LAA doivent s'assurer auprès d'une compagnie d'assurance ou d'une assurance-maladie privée:

- Cabinets médicaux et dentaires
- Fiduciaires, gérances immobilières
- Petites entreprises, telles que salons de coiffure, boulangeries, boucheries, etc.
- Agriculture, établissements horticoles
- Banques / assurances / prestataires financiers
- Informatique / télécommunication
- Hôtels / restaurants

Assurance-accidents selon la LAA

Début:

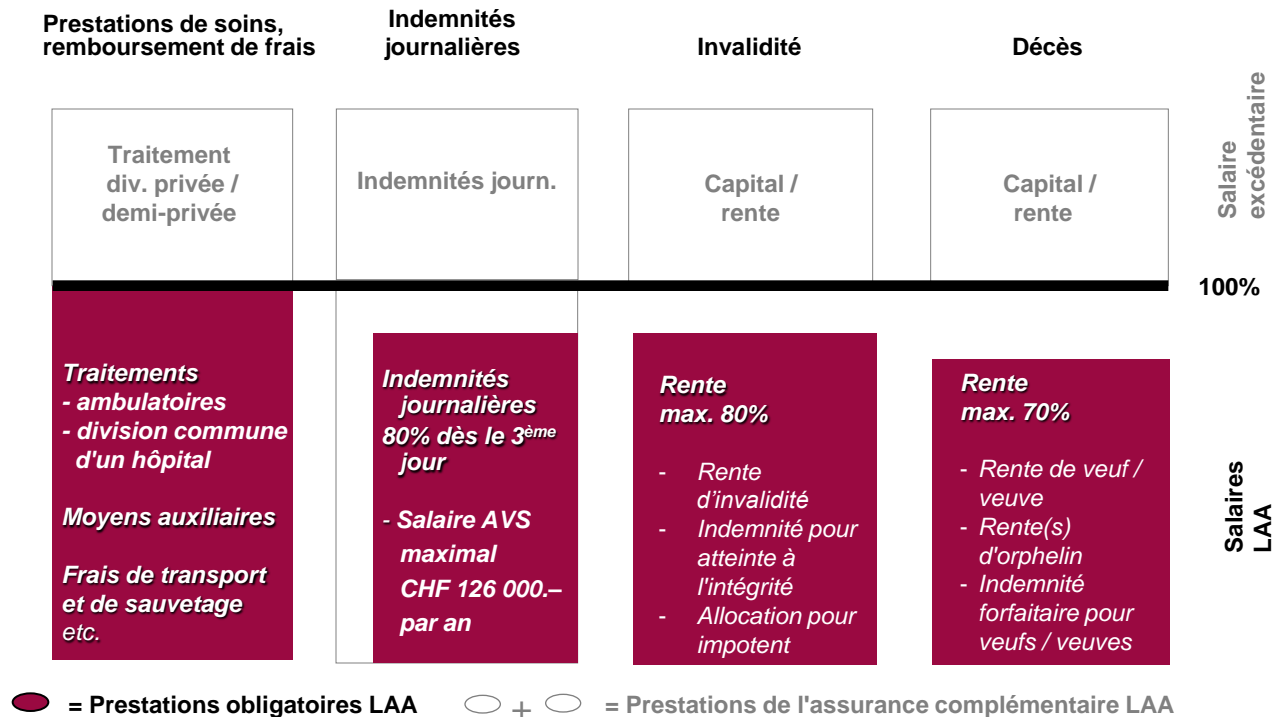
Dès le premier jour de travail de l'employé, dès le moment où il prend le chemin pour se rendre au travail.

Prestations d'assurance

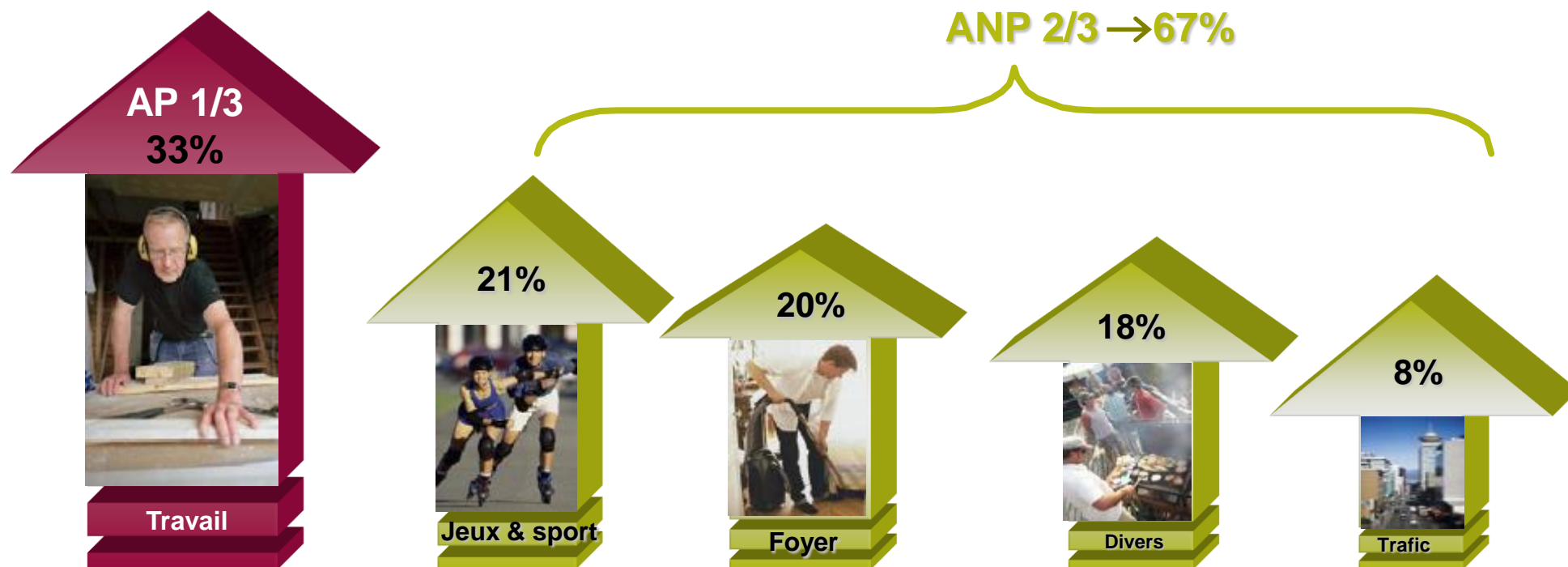
- Prestations de soins et remboursement de frais
- Indemnités journalières
- Rente d'invalidité
- Indemnité pour atteinte à l'intégrité
- Allocation pour impotent
- Rente de survivant

Domaine de validité

- L'assurance LAA est valable dans le monde entier.



Où la plupart des accidents se produisent-ils?



Pourcentage des personnes accidentées (env. 760 000 par an)

Assurance complémentaire LAA

3 objectifs

1

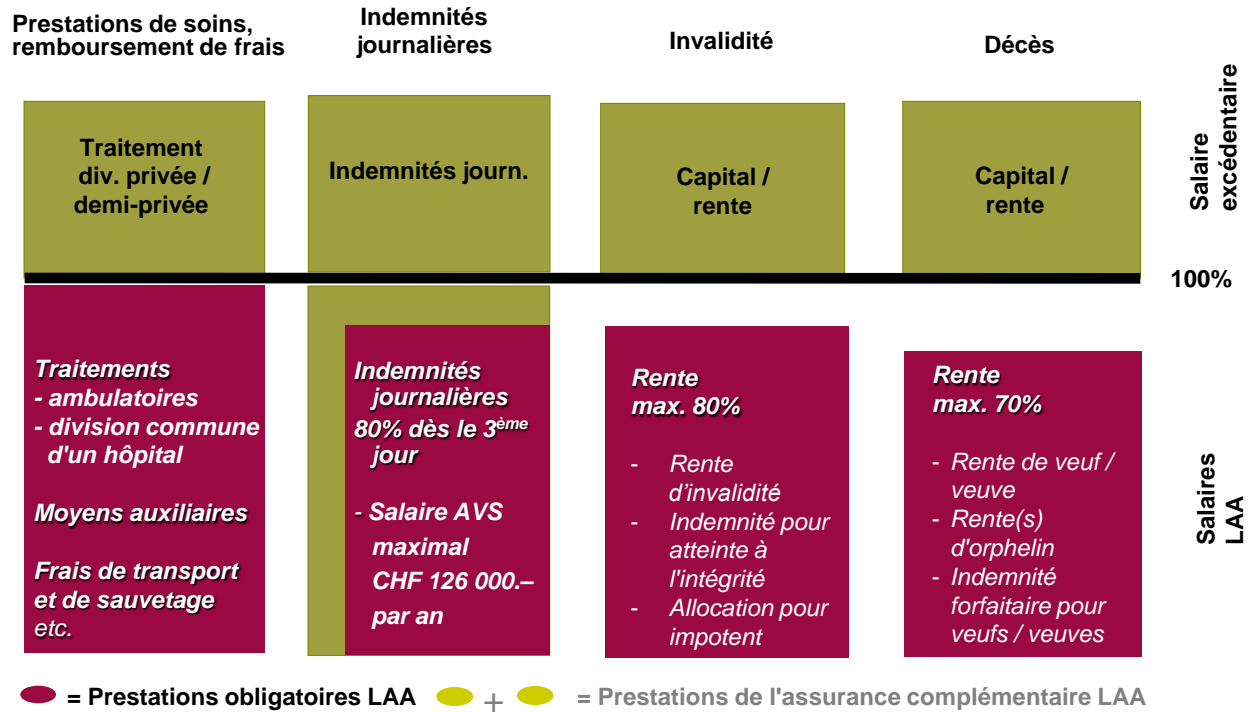
Améliorer les prestations légales

2

Parts de salaire jusqu'à CHF 500 000.– par an

3

Risque spécial pour les indemnités dans le cadre d'une réduction des prestations de la LAA



Helsana

Produit Startup



Produit Startup

OWNER



«Das Modul OWNER von Helsana passt Sicherheit und Schutz mein Unternehmen und meine Investments für den Fall der Fälle.»

Markus G., selbstständiger Einzelhandelskaufmann

MANAGER



«Das Modul MANAGER von Helsana passt ideal. Und die verschiedenen Zusatzleistungen sind viel Geld zu sparen und eine weitere Zusatzleistung.»

Ulrich Pfister, Geschäftsführer einer Startup-Unternehmung

EMPLOYEE EMPLOYEE PLUS



«Das Modul EMPLOYEE von Helsana entspricht meine Arbeitsform und den finanziellen Möglichkeiten und sichert meinen Erfolg.»

Michael Lang, selbstständiger Coach und Mediator

Prüfungsalternativen (falls nicht über den Versicherungsbedarf hinaus erforderlich)

Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen

Prüfungsalternativen (falls nicht über den Versicherungsbedarf hinaus erforderlich)

Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen

Prüfungsalternativen (falls nicht über den Versicherungsbedarf hinaus erforderlich)

Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen
Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen	Prüfungsalternativen

Merci de votre attention.

Nathalie Gerini

Tél. 043 340 24 06

nathalie.gerini@helsana.ch

Nicolas De Kalbermatten

Tél. 043 340 27 95

nicolas.dekalbermatten@helsana.ch